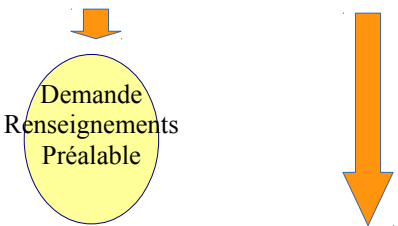
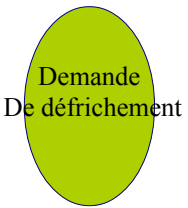
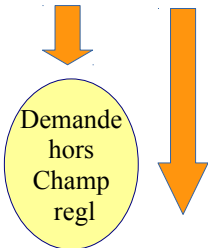

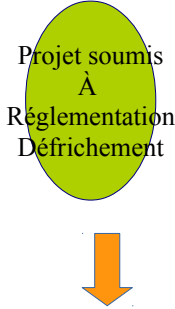
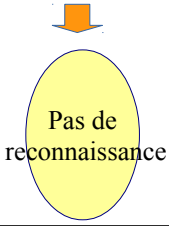
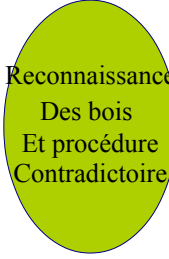





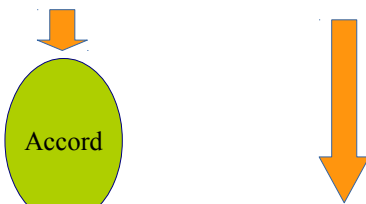
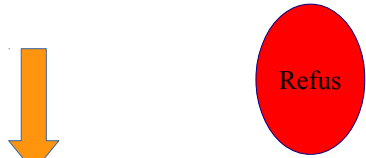
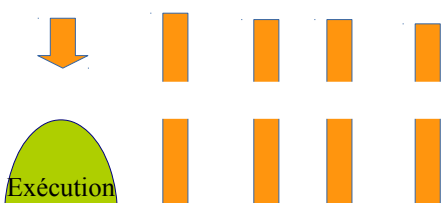

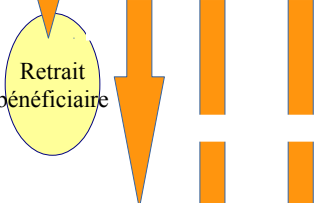
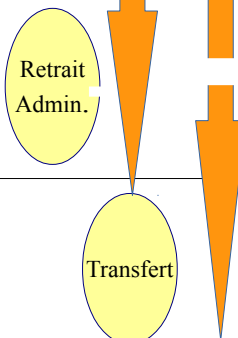
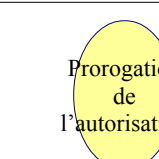

Logigramme PROCEDURE DEFRICHEMENT (hors autorisation environnementale unique)

Procédure	Délais	Références régl.	
Avant dépôt de la demande de défrichement			
Information/Communication du public			Site internet Préfecture des BDR : liens vers formulaires et pages associées utiles à l'information sur la procédure réglementaire et la constitution d'un dossier de demande de défrichement
Dépôt de la demande			
Pré-Instruction			
	Pas de délais	Hors procédure défricht	Examen préalable du statut d'un terrain vis-à-vis de la réglementation défrichement : retour de la déclaration indiquant la nécessité ou pas de déposer une demande de défrichement
	2 mois a/c réception dossier complet ou accord tacite		Examen du statut de la demande vis-à-vis de la réglementation défrichement Détermination et notification de la procédure adaptée
		L.341-2, L.342-1, L.214-13 Code forestier	Attestation de non-soumission à défrichement
		L.113-2 Code Urbanisme	Lettre et arrêté préfectoral de notification de rejet de plein droit motivé par un projet en EBC
		L.341-1 Code forestier	Passage au stade recevabilité de la demande

Procédure	Délais	Références régl.																									
Recevabilité																											
		R.341-3 Code forestier	Le cas échéant, lettre de demande de compléments Si dossier complet, passage au stade instruction																								
Instruction																											
	2 mois a/c réception dossier complet ou accord tacite	R.341-4 CF R.341-7 CF	Récépissé de dossier complet : - Confirmation de la complétude et la recevabilité du dossier - Notification des délais - Notification de la compensation																								
	2 mois a/c réception dossier complet ou rejet tacite	R.341-4 CF R.341-7 CF R 214-31 CF																									
			<table border="1"> <thead> <tr> <th>Emprise</th> <th>≥0,5ha et <10ha</th> <th>≥10ha et < 25ha</th> <th>≥25ha</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td><u>Evaluation environnementale</u> (R.122-2 CE)</td> <td>Au cas par cas</td> <td>Au cas par cas</td> <td>Systematique</td> </tr> <tr> <td><u>Pièces au dossier</u> (R.341-1 CF)</td> <td colspan="2">Decision de non soumission sinon étude d'impact</td> <td><u>Etude d'impact</u></td> </tr> <tr> <td><u>Procédure environnementale</u> (L.123-19 CE; L.123-1, 2 et 8 CE)</td> <td>Participation du public</td> <td>Enquête publique</td> <td>Enquête publique</td> </tr> <tr> <td><u>Délais d'instruction</u> (R.341-4 CF; R.341-7 CF)</td> <td>4 mois</td> <td>6 mois</td> <td>6 mois</td> </tr> <tr> <td><u>Issue</u> (R.341-6 CF)</td> <td>Accord tacite</td> <td>Rejet tacite</td> <td>Rejet tacite</td> </tr> </tbody> </table>	Emprise	≥0,5ha et <10ha	≥10ha et < 25ha	≥25ha	<u>Evaluation environnementale</u> (R.122-2 CE)	Au cas par cas	Au cas par cas	Systematique	<u>Pièces au dossier</u> (R.341-1 CF)	Decision de non soumission sinon étude d'impact		<u>Etude d'impact</u>	<u>Procédure environnementale</u> (L.123-19 CE; L.123-1, 2 et 8 CE)	Participation du public	Enquête publique	Enquête publique	<u>Délais d'instruction</u> (R.341-4 CF; R.341-7 CF)	4 mois	6 mois	6 mois	<u>Issue</u> (R.341-6 CF)	Accord tacite	Rejet tacite	Rejet tacite
Emprise	≥0,5ha et <10ha	≥10ha et < 25ha	≥25ha																								
<u>Evaluation environnementale</u> (R.122-2 CE)	Au cas par cas	Au cas par cas	Systematique																								
<u>Pièces au dossier</u> (R.341-1 CF)	Decision de non soumission sinon étude d'impact		<u>Etude d'impact</u>																								
<u>Procédure environnementale</u> (L.123-19 CE; L.123-1, 2 et 8 CE)	Participation du public	Enquête publique	Enquête publique																								
<u>Délais d'instruction</u> (R.341-4 CF; R.341-7 CF)	4 mois	6 mois	6 mois																								
<u>Issue</u> (R.341-6 CF)	Accord tacite	Rejet tacite	Rejet tacite																								



Procédure	Délais	Références régl.	
Consultation des services			
	2 mois a/c réception dossier complet		Consultation des services : - Technicien forestier - Natura 2000 - ONF (si bois de collectivités)
	Majoration délais à 4 mois a/c réception dossier complet	R. 214-30 CF L. 122-1 CF et R.122-7 CE R.341-4 et R 341-5 CF	Reconnaissance des bois jugée nécessaire : - Lettre de majoration des délais - Convocation à la visite de terrain - PV de constatation - Procédure contradictoire : notification du PV de constatation au pétitionnaire
Information du public			
		L. 122-1 et R.122-7 CE	- Consultation de l'Autorité environnementale pour avis sur l'EI - Transmission de l'avis AE au pétitionnaire et mis en ligne sur site internet Préfecture - Consultations des collectivités locales
	4 mois a/c de la réception du dossier complet ou Accord tacite	L.122-1 et L. 123-19 CE	Organisation de la participation du public par voie électronique - Publicité par avis de participation du public - Mise en ligne du dossier de demande et de l'étude d'impact - Recueil des avis du public : synthèse jointe à l'arrêté et mise en ligne - Rédaction d'une note sur les motifs de la décision jointe à l'arrêté et mise en ligne
	6 mois a/c de la réception du dossier complet ou Rejet tacite	L. 123-1, 2 et 8 CE R. 341-6 CF	Enquête publique organisée par services préfectoraux

Procédure	Délais	Références régl.	
Décision			
	2 mois 4 mois 6 mois	L. 341-3 et suivants CF	Arrêté préfectoral d'autorisation + déclaration de choix des modalités de compensation
	2 mois 4 mois 6 mois	L. 341-5 CF	Décision de refus motivé – Arrêté préfectoral Information au contrôle de légalité
Suites de la décision			
	1 an a/c autorisation	L. 341-6 al. 1 CF AP n° 13-2016-08-16-006.	Le pétitionnaire se détermine sur le choix de la compensation ; A défaut la somme correspondant au montant équivalent notifié est recouvrée d'office
	5 ans max. suivant la décision	L. 341-9 et D. 341-7-2 du CF	Acte d'engagement du pétitionnaire et contrôle l'exécution des travaux A défaut, remise en état des lieux
	En cours de validité		Vérification que les travaux n'ont pas commencé Arrêté préfectoral de retrait à l'initiative du bénéficiaire Transmission au service payeur pour annulation de la créance
	Dans les 3 mois suivants l'autorisation expresse ou tacite		Procédure contradictoire Arrêté préfectoral de retrait d'autorisation illégale,
	Dans le délai de validité	IT 29/08/2017	Arrêté préfectoral de transfert
	5 ans max. suivant la décision	R. 341-7-1 du CF	Décision de prorogation de l'autorisation